

# REVUE

## POUR LES PARLEMENTAIRES

### PÉRIODIQUE CONSACRÉ AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

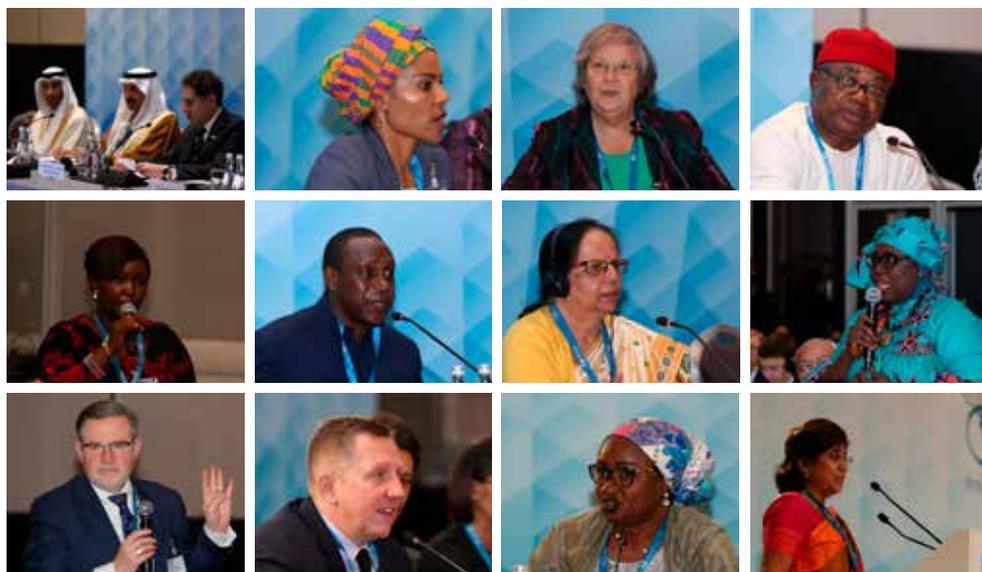
## DANS CE NUMÉRO

L'IMPORTANCE DES PARLEMENTAIRES	2
STIMULER LE RÔLE DES FEMMES DANS LE SECTEUR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES	3
POLITIQUES D'ATTÉNUATION ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	6
DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES	8
RAPPORT DU CINQUIÈME FORUM PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE	10
QUELQUES PUBLICATIONS	11
S'ENGAGER AUPRÈS DE L'IRENA TOUT AU LONG DE L'ANNÉE	12

## PERSPECTIVES ISSUES DU CINQUIÈME FORUM DES LÉGISLATEURS

À l'occasion du cinquième Forum des législateurs de l'IRENA, des parlementaires de quelque 30 pays se sont réunis pour débattre de l'action à mener au niveau parlementaire pour accélérer la transformation énergétique, tout en garantissant l'engagement des communautés et la promotion d'une transition juste et équitable. La réunion s'est tenue à Abou Dhabi le 10 janvier 2020, conjointement à la dixième Assemblée annuelle de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

Les parlementaires participant au Forum ont été accueillis par le directeur général de l'IRENA, Francesco La Camera, et par Saqr Gobash, président du Conseil national fédéral des Émirats arabes unis (EAU), César Ernesto Litardo Caicedo, président de l'Assemblée nationale équatorienne, Thani Ahmed Al Zeyoudi, ministre des Changements climatiques et de l'Environnement des Émirats arabes unis, Claude Turmes, ministre de l'Énergie du Luxembourg et ancien député européen, et Gabriela Cuevas-Barron, présidente de l'Union interparlementaire (UIP) et sénatrice du Mexique.



Les parlementaires ont partagé leurs expériences et les défis qu'ils doivent surmonter pour adopter des politiques d'atténuation et d'adaptation adéquates, capables d'aider les pays à déployer les énergies renouvelables. Ils ont débattu des politiques et des mesures à prendre au niveau national pour améliorer plus encore l'engagement des femmes dans le secteur des énergies renouvelables.

Les participants au Forum des législateurs de l'IRENA ont également été invités au Dialogue public-privé de l'IRENA, pour débattre de la meilleure manière d'adapter l'organisation du marché et les politiques, l'objectif étant de faciliter l'intégration de grandes parts d'énergies renouvelables variables et d'augmenter les investissements du secteur privé afin d'accélérer la transition énergétique en Afrique.

*[Programme du Forum des législateurs de l'IRENA 2020]*

# L'IMPORTANCE DES PARLEMENTAIRES

Les parlementaires jouent un rôle déterminant dans la formulation et l'adoption des textes de loi qui régissent le déploiement des énergies renouvelables, ainsi que dans la supervision de leur mise en œuvre, a déclaré Francisco La Camera au cinquième Forum des législateurs de l'IRENA, dans son allocution de bienvenue qu'il prononçait pour la première fois en tant que directeur général de l'organisation.

Le directeur général a rappelé que la prochaine décennie allait être déterminante pour respecter l'engagement énoncé dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; il a souligné que de plus amples investissements étaient nécessaires pour mettre en place un système énergétique mondial sans danger pour le climat après 2030. Insistant également sur le rôle essentiel que jouent les parlementaires pour susciter l'appui des communautés locales, indispensable à la mise en œuvre des politiques climatiques, il a rendu hommage au Forum des législateurs de l'IRENA, soulignant le rôle de premier plan que ce dernier joue en étant une source d'inspiration de politiques adaptées à chaque contexte, destinées à encourager un engagement actif et à implanter des mesures concrètes propices à une action transformatrice sur le terrain.

Alors que la transformation du secteur de l'énergie se poursuit, le Forum des législateurs de l'IRENA constitue pour les parlementaires une occasion unique d'échanger expériences et solutions élaborées sur le plan national pour répondre aux besoins de leurs pays en matière d'énergie propre, a déclaré le président du Conseil national fédéral des EAU, Saqr Ghobash. Il a également mentionné le rôle pivot du Conseil, qui constitue un cadre juridique essentiel pour l'établissement et le développement de projets d'énergies renouvelables alignés sur l'objectif des EAU, qui est d'atteindre 50 % d'énergie propre d'ici 2050.

Le ministre des Changements climatiques et de l'Environnement des Émirats arabes unis, Thani Ahmed Al Zeyoudi, a souligné la nécessité de développer des réglementations et des cadres politiques à la fois solides et flexibles et d'encourager les partenariats public-privé. Tout en constatant la capacité croissante des énergies renouvelables dans la région du Golfe sur les cinq dernières années, il a insisté sur le fait qu'il faut redoubler d'efforts pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations Unies ; il a reconnu le rôle essentiel du Forum des législateurs de l'IRENA dans la recherche de cadres réglementaires solides pour accomplir une transition énergétique à l'échelle mondiale.



Thani Ahmed Al Zeyoudi, ministre des Changements climatiques et de l'Environnement des EAU, Saqr Ghobash, président du Conseil national fédéral des EAU et Francisco La Camera, directeur général de l'IRENA

M. Claude Turmes, ministre de l'Énergie de Luxembourg et ancien député européen, a fait remarquer que le Forum avait pris beaucoup d'envergure depuis sa première édition en 2016, et qu'il avait en outre renforcé son amplitude mondiale. En ce sens, le Forum devrait contribuer à échafauder des cadres juridiques stables permettant d'accéder au financement et facilitant les investissements, tant de la part du secteur public que privé, notamment en matière de réseaux, d'éducation et de formation.

Faisant écho à cette idée, M. César Ernesto Litardo Caicedo, président de l'Assemblée nationale équatorienne, a fait remarquer que les investisseurs, gouvernements et législateurs devaient collaborer à la mise en œuvre de l'utilisation des énergies renouvelables. Il a par ailleurs insisté sur le fait que la force conjointe des parlementaires dans le monde entier pouvait donner lieu à des solutions innovantes en faveur de l'avancée de la transformation énergétique.

Mme Gabriela Cuevas-Barron, présidente de l'UIP et sénatrice mexicaine, a insisté sur la responsabilité qui incombe aux parlementaires d'utiliser leur pouvoir et leur autorité pour contribuer à transformer toutes les législations nationales et ainsi à faire progresser la planète toute entière. Elle a également précisé que les parlementaires pouvaient marquer une véritable différence en matière de coopération internationale, et affirmé que l'UIP était disposée à collaborer avec les parlements nationaux, en faisant le lien entre la société civile, les gouvernements et les autres acteurs internationaux.

# STIMULER LE RÔLE DES FEMMES DANS LE SECTEUR

## DES FAITS ET DES CHIFFRES

- » **En 2019, les femmes représentaient 32 % des actifs dans les énergies renouvelables, un chiffre bien supérieur à la moyenne mondiale du secteur pétrolier et gazier, qui s'établit à 22 % ;**
- » **Le renforcement du pouvoir d'action des femmes dans le secteur des énergies renouvelables peut se voir considérablement amélioré dans les contextes de modernisation de l'énergie et d'amélioration des accès, car ces énergies constituent de nouvelles sources de revenu.**

Même si ces dernières années, la frange de la population vivant sans électricité a chuté, environ 800 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'énergie de manière adéquate. Les femmes sont les plus touchées, notamment en ce qui concerne leur sécurité physique, non seulement en raison du trop grand nombre de rues mal éclairées, mais encore à cause du danger que représentent pour la santé les espaces mal ventilés où elles font la cuisine, a déclaré Vandana Chavan, députée indienne et modératrice de la seconde session du Forum des législateurs de l'IRENA. Il est nécessaire de prendre conscience de l'impact disproportionné qu'ont ces problèmes d'accès à l'énergie sur les besoins des femmes, a-t-elle ajouté.

L'intégration des perspectives de genre et des programmes d'accès à l'énergie a été identifiée comme importante pour encourager la participation des femmes dans le secteur des énergies renouvelables. À cet égard, des mesures visant à améliorer l'engagement des femmes dans le secteur ont fait



Abshiro Soka Halake, sénatrice (Kenya)

l'objet d'un débat lors de la seconde session thématique du cinquième Forum des législateurs de l'IRENA.

Abshiro Soka Halake, sénatrice et présidente du Centre pour la démocratie multipartite (Kenya), a abordé l'importance du rôle des femmes dans le secteur des énergies renouvelables en tant que « prosommatrices » (un néologisme combinant les termes « productrices » et « consommatrices »), et non plus seulement comme de simples consommatrices. Soulignant le faible pourcentage de femmes travaillant dans les domaines scientifiques, technologiques, ainsi que de l'ingénierie et des mathématiques (abrégiés en STIM), elle a insisté sur le besoin de promouvoir des lois et politiques visant à augmenter l'engagement des femmes dans le secteur des énergies renouvelables, à la fois comme main-d'œuvre et comme entrepreneuses. La promotion de la participation des femmes sur le terrain et la constitution de leurs propres réseaux sont étroitement interconnectées, a-t-elle ajouté.

Pour lutter contre les normes liées au genre et la marginalisation des femmes dans le secteur des énergies renouvelables, lequel est généralement perçu comme plus approprié pour les hommes, les parlementaires doivent adopter des politiques et des programmes donnant aux femmes les moyens de participer aux domaines liés aux STIM et rendant le système éducatif plus inclusif, a-t-elle poursuivi.

Dans les années à venir, la transition vers des systèmes basés sur les énergies renouvelables, notamment à travers des solutions hors réseau et mini-réseaux, entraînera une augmentation significative des investissements publics et privés, surtout dans les pays en voie de développement d'Afrique et d'Asie, a ajouté la sénatrice Halake. Elle a ensuite fait part de ses réflexions sur la façon dont les législateurs peuvent permettre aux femmes de contribuer aux chaînes de valeur de ces nouveaux systèmes énergétiques. Pour renforcer le pouvoir d'action des femmes, les budgets publics et les investissements privés devraient encourager la participation des femmes, en tant que condition préalable à l'accomplissement des transitions énergétiques.

Bärbel Höhn, ancienne députée allemande et actuelle présidente du Congrès mondial sur les énergies renouvelables, a souligné que la collaboration entre les hommes et les femmes devrait être abordée par les parlements sous l'angle de coalitions multipartites. En 2019, en Allemagne, l'électricité provenant de sources renouvelables représentait 46 % de toute l'électricité, et dépassait ainsi pour la première fois la part des combustibles fossiles. Une telle réussite, a-t-elle ajouté, a été possible grâce à un travail multipartite ayant permis de rédiger et d'adopter ensemble une Loi sur les énergies renouvelables, avec l'aide d'une grande coalition de parties. Il s'agit là d'une expérimentation capable d'inspirer d'autres collaborations entre les hommes et les femmes en vue d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables.



Bärbel Höhn, présidente du Congrès mondial de l'énergie renouvelable et ancienne députée allemande

Mme Höhn a présenté le programme « Green People's Energy » de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) comme un exemple de renforcement du pouvoir d'action des femmes, grâce à une offre spéciale de cours de formation qui leur sont destinés en exclusivité. À ce sujet, Mme Höhn a mis l'accent sur le besoin pour les parlements de promouvoir des lois et des politiques renforçant la participation et l'éducation des femmes dans le secteur des énergies renouvelables, en imposant des quotas de parité obligatoires. Dans le secteur des énergies renouvelables, la participation des femmes ne peut être stimulée qu'en les encourageant à prendre des responsabilités et en les aidant à créer des réseaux entre elles, a-t-elle ajouté.

Avant de conclure, Mme Höhn a par ailleurs souligné l'importance de la décentralisation de l'énergie, ainsi que son rôle en faveur du renforcement du pouvoir d'action des femmes, notamment dans les zones rurales des pays en voie de développement. Au lieu de passer des heures dehors à chercher des sources d'énergie comme la biomasse, ou dans des cuisines mal ventilées, les femmes peuvent gagner du temps et préserver leur santé grâce à des systèmes de cuisson efficaces, entre autres appareils innovants capables de tirer parti du déploiement d'installations électriques décentralisées issues de sources d'énergies renouvelables. La décentralisation de l'énergie est un moyen efficace et démocratique pour renforcer le pouvoir d'action des femmes. Les énergies renouvelables sont en mesure d'offrir aux femmes de nouveaux emplois, différents, procurant de plus grands bénéfices aux communautés. Les énergies renouvelables peuvent offrir davantage que les énergies conventionnelles en termes d'expansion de l'accès à l'énergie et d'égalité entre les hommes et les femmes.

« Les femmes doivent participer à toutes les étapes, de l'élaboration des politiques aux actions mises en œuvre, en passant par la planification » – Vandana Chavan, députée indienne

Sam Onuigbo, membre de la chambre des représentants du Nigéria, a signalé l'importance de promouvoir des solutions basées sur les énergies renouvelables pour les femmes et de les mettre en œuvre de façon efficace. Il a également fait part de sa propre expérience quant à l'importance de la contribution des femmes au secteur des énergies renouvelables.



Samuel Onuigbo, membre de la Chambre des représentants (Nigéria)

Les parlementaires doivent approuver et ratifier des lois et politiques publiques capables de renforcer le pouvoir d'action des femmes et veiller à ce que celles-ci soient à même d'en bénéficier concrètement. Il a par ailleurs mis l'accent sur les aspects spécifiques à prendre en compte par les législateurs lors de l'élaboration de textes destinés à soutenir l'engagement des femmes dans le secteur des énergies renouvelables : notamment, dialoguer avec les femmes, répertorier leurs problèmes et promulguer des lois pour les résoudre, ainsi que rendre les solutions disponibles aux femmes en apportant des financements ou des infrastructures critiques, également avec l'aide d'investissements du secteur privé.



Charity Kathambi Chepkwony, députée (Kenya)

Au cours d'une intervention complémentaire portant sur le besoin d'augmenter la représentation des femmes dans les domaines liés aux STIM, les participants ont souligné à quel point il est important d'améliorer l'intégration des disciplines des sciences sociales, dans lesquelles les femmes sont déjà dominantes, au sein du secteur des énergies renouvelables. Cela donnerait non seulement davantage de moyens d'action aux femmes, mais encore favoriserait les progrès et le déploiement du secteur des énergies renouvelables grâce à des contributions venant d'autres disciplines. Il faut par ailleurs introduire partout les questions sociales dans le déploiement des énergies renouvelables, et la technologie doit être combinée avec les sciences sociales et les finances, qui sont des domaines dans lesquels les femmes ont déjà fait preuve de leurs compétences, a ajouté Bärbel Höhn.

Charity Kathambi Chepkwony, députée kenyane, a souligné que la place et l'importance accordées aux femmes dans le discours sur les changements climatiques restent très marginales, même si celles-ci et les enfants constituent la majeure partie de la population affectée, notamment lors d'inondations, de sécheresses ou de glissements de terrain.

Pour conclure, Mme Chepkwony a également insisté sur l'importance, pour les législateurs, de poursuivre les travaux destinés à renforcer le pouvoir d'action des femmes et à les impliquer dans le secteur des énergies renouvelables. Elle a également souligné la nécessité de profiter de rencontres internationales comme le Forum des législateurs de l'IRENA pour échanger davantage d'informations, notamment sur les politiques et les financements, et de commencer à travailler à l'échelon régional à travers des initiatives transnationales et multipartites afin de contribuer au développement du secteur.

## « Les femmes sont les protagonistes de l'économie nationale... fortement impliquées dans la transformation des produits locaux » – Adji Diarra Mergane, députée à l'Assemblée nationale du Sénégal

Adji Diarra Mergane, députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, a mis l'accent sur le rôle des parlementaires dans le renforcement du pouvoir d'action des femmes dans le secteur des énergies renouvelables. Partant de l'expérience du Sénégal, dont le Parlement a demandé la prise en compte et l'incorporation de la dimension de genre dans les principaux textes, elle a expliqué que la participation des femmes est devenue une réalité dans tous les aspects des politiques publiques au sein de tous les ministères, notamment dans l'implantation de politiques publiques et de stratégies à long terme.

Les femmes sont les protagonistes de l'économie nationale, dans la mesure où elles sont fortement impliquées dans la transformation des produits locaux, entre autres activités rurales comme l'agriculture et la sylviculture, a-t-elle ajouté, avant de conclure que grâce à l'adoption, à l'échelle nationale, de lois renforçant le pouvoir d'action des femmes et leur fournissant des sources propres d'énergie, celles-ci peuvent poursuivre leurs activités économiques, participer à la production locale et soutenir leurs communautés rurales.

Pendant les débats, de nombreuses requêtes ont été adressées à l'IRENA pour contribuer plus encore au renforcement du pouvoir d'action des femmes et poursuivre les travaux destinés à mettre en lumière leur importance et pertinence dans le secteur des énergies renouvelables, surtout dans les pays en voie de développement. Dans le sillage des recherches précédentes déjà menées par l'IRENA, les législateurs ont exprimé le besoin d'obtenir des données et des informations mises à jour, tant au niveau national que régional, pour veiller à l'adoption d'actions pertinentes et adéquates par les parlements nationaux et les institutions parlementaires régionales.

Compte tenu de la nature intergouvernementale de l'IRENA, les législateurs participant au Forum des législateurs ont encouragé l'organisation à utiliser sa capacité d'attraction pour aider les législatrices à promouvoir et soutenir les lois sur les énergies renouvelables et le climat, en insistant sur la dimension de genre.

## POLITIQUES D'ATTÉNUATION ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### DES FAITS ET DES CHIFFRES

- » **Les pays doivent être de plus en plus ambitieux en ce qui concerne leurs engagements à développer les énergies renouvelables et à réduire les émissions de dioxyde de carbone liées à l'énergie ;**
- » **Pour relever le défi climatique, les investissements cumulés nécessaires dans le secteur de l'énergie d'ici 2050 s'élèveraient à 110 billions d'USD ;**
- » **Pour garantir une transition juste, il sera essentiel de compter sur un cadre politique intégré.**

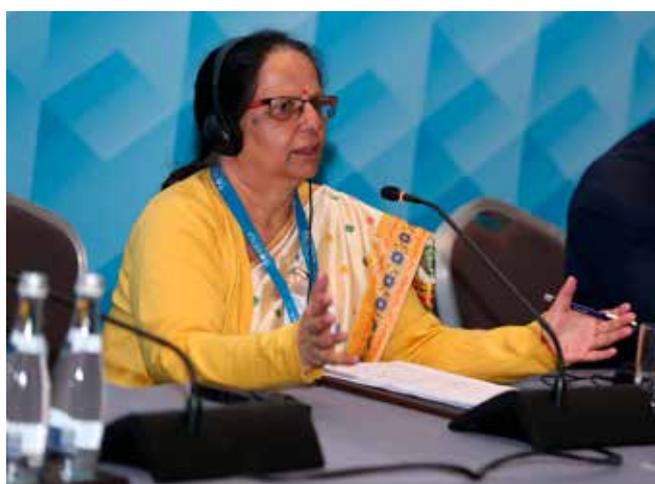
En leur qualité de représentants des peuples et des communautés, les législateurs sont capables d'approcher et de communiquer directement, et efficacement, avec les parties prenantes au niveau local. Dans une session spéciale consacrée aux politiques d'atténuation et d'adaptation soutenant le déploiement des énergies renouvelables dans les régions, les parlementaires ont échangé des points de vue sur l'importance de l'engagement au niveau des communautés locales tout en conservant une perspective mondiale.

Par l'approbation de lois et l'allocation de budgets, les législateurs sont responsables de la diligence et de l'ampleur de l'action en matière d'atténuation des effets des changements climatiques, ainsi que de la transformation des systèmes énergétiques mondiaux par le développement des énergies renouvelables, a déclaré Kandeh Yumkella, député de Sierra Leone et ancien représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'initiative « Énergie durable pour tous ».



Kandeh Yumkella, député de Sierra Leone, et ancien représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'initiative « Énergie durable pour tous »

Radha Kumari Gyawali, députée népalaise, a mis l'accent sur le besoin de renforcer la coopération internationale. Dans la mesure où les changements climatiques sont un problème mondial, ils doivent être abordés sous un angle international. Elle a notamment fait remarquer que le Népal n'était pas l'unique responsable de la fonte des glaciers de l'Himalaya, mais que le pays devait injustement en affronter seul les conséquences. La coopération et l'aide internationales sont nécessaires pour assister le pays dans ce domaine, et lui permettre d'accomplir ses objectifs nationaux en termes de stratégies d'atténuation et d'adaptation.



Radha Kumari Gyawali, députée népalaise

Selon Andries Gryffroy, député flamand et sénateur belge, le rôle des autorités locales est plus important que celui des autorités nationales pour déployer les énergies renouvelables en vue de promouvoir les politiques d'atténuation et d'adaptation : en Europe, les autorités locales et régionales mettent en œuvre 70 % des mesures d'atténuation et 90 % des politiques d'adaptation aux changements climatiques. Elles représentent un tiers des dépenses publiques, et deux tiers des investissements publics. Les autorités nationales doivent les aider à travers des instruments efficaces, de bonnes structures de gouvernance, des politiques simples et des ressources suffisantes. Les législateurs doivent également veiller à ce que le coût de la transition énergétique reste acceptable pour les consommateurs.

En Italie, les effets des incitations économiques sur le déploiement des énergies renouvelables ont été positifs, puisque celles-ci ont contribué à la réalisation dès 2017 des objectifs nationaux fixés pour 2020, a affirmé Loredana De Pretis, sénatrice italienne. Le Sénat fait aujourd'hui pression pour un nouveau « pacte vert » grâce auquel le système fiscal devrait encourager davantage les investissements verts, a-t-elle conclu.

La taxation et la détaxation ont été instaurées à maintes reprises par plusieurs pays dans le contexte de leurs stratégies respectives. En Tunisie, le pays a réduit les taxes sur la technologie liée aux énergies renouvelables, et les législateurs ont fait pression pour que le gouvernement s'engage à produire 30 % de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030, a ajouté Leila Ouled Ali, députée tunisienne.

« Les législateurs ont la possibilité de créer un environnement stable, propice à attirer les investissements et déployer les technologies dont nous avons besoin » – Kande Yumkella, député de Sierra Leone

Au Mali, les législateurs ont rédigé un projet de loi visant à adopter la détaxation de tout appareil ou service lié à la production d'énergies renouvelables afin de réduire le prix des énergies renouvelables pour l'ensemble de la population et d'accélérer le rythme de la transition énergétique, a souligné Ndoula Thiam, députée. Elle a cependant indiqué que par rapport aux énergies conventionnelles, le coût des énergies renouvelables est encore élevé dans de nombreux pays, notamment au Mali.

Adji Diarra Mergane, députée à l'Assemblée nationale du Sénégal, a reconnu que les questions budgétaires représentaient toujours de sérieuses contraintes à la mise en application de lois et politiques en faveur du déploiement des énergies renouvelables pour contribuer à résoudre les défis posés par les changements climatiques.



Adji Diarra Mergane, députée à l'Assemblée nationale du Sénégal



Barry Gardiner, député jouant le rôle de secrétaire d'État au Commerce international et de ministre des Changements climatiques internationaux dans le cadre du cabinet fantôme britannique

Rendant hommage au Forum des législateurs de l'IRENA qui constitue un cadre d'échange de bonnes pratiques entre parlementaires, elle a exhorté ses homologues législateurs à faire usage de ces bonnes pratiques dans leurs pays et à les mettre en œuvre par l'adoption de lois spécifiques.

Des engagements et des plans à long terme très ambitieux sont indispensables pour accomplir des objectifs à long terme, réaliser les objectifs climatiques et soutenir le déploiement des énergies renouvelables, a déclaré Guy Lentz, coordonnateur pour les questions énergétiques internationales et européennes au gouvernement du Luxembourg. Il a également fait remarquer que l'instabilité juridique ralentissait considérablement la mise en œuvre des énergies renouvelables, et a invité les législateurs à s'engager de façon stable sur le long terme, en évitant de modifier leurs cadres juridiques tous les 3 ou 5 ans.

En ce sens, Barry Gardiner, membre de la chambre des Communes qui, dans le cadre du cabinet fantôme du Royaume-Uni, joue le rôle de secrétaire d'État au Commerce international et de ministre des Changements climatiques internationaux, a souligné que la fixation d'un objectif climatique clair à long terme, à savoir zéro émission nette au cours de la seconde moitié de ce siècle, est le seul moyen de lutter contre les changements climatiques et de respecter le plafond de 1,5 degré.

Les débats tenus à l'occasion du cinquième Forum des législateurs de l'IRENA ont démontré que même s'il existe toujours de nombreuses limitations à la promotion du déploiement des énergies renouvelables, plusieurs avenues permettent d'ores et déjà d'élaborer des politiques adéquates en matière d'atténuation et d'adaptation dans des contextes nationaux et régionaux différents. La coopération internationale visant le financement, la technologie et le partage des connaissances, notamment en termes de savoir-faire et de meilleures pratiques, revêt une importance fondamentale. Aucun pays ne peut mettre fin à lui seul aux changements climatiques. Le moment est venu de donner à chaque action locale une dimension mondiale, alignée sur notre objectif universel.

# DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

La « Coalition for Action » de l'IRENA exhorte les gouvernements à améliorer de toute urgence leurs engagements en matière climatique, à mettre en place des énergies renouvelables tenant une plus grande part et à accroître leurs investissements.

Les participants au troisième Dialogue public-privé organisé par la Coalition for Action de l'IRENA ont unanimement reconnu que les systèmes énergétiques actuels ne sont pas en mesure de supporter la transition vers un système à base d'énergies renouvelables. Les décideurs politiques, les législateurs, les représentants du secteur privé et de la société civile ainsi réunis ont appelé à une plus grande flexibilité du système, à une participation plus active des acteurs du marché et à une refonte de l'organisation du système électrique actuel en faveur d'une plus grande part d'énergies renouvelables.

« Nous devrions assister à une croissance vertigineuse des énergies renouvelables, mais ce n'est pas le cas partout dans le monde. La clé en sera la création de mécanismes habilitants basés sur le marché », a souligné Ben Backwell, directeur général du Conseil mondial de l'énergie éolienne et coprésident du groupe de travail « Business and Investors » (Entreprises et investisseurs) de la Coalition. Les débats qui ont suivi se sont orientés vers la manière de parvenir à un système électrique 100 % renouvelable.

D'après les dernières conclusions que la Coalition for Action a publiées dans son livre blanc sur la transition des services publics vers des énergies 100 % renouvelables, de nombreux pays ont fait des progrès considérables dans le domaine des énergies renouvelables au cours de la dernière décennie. Rainer Hinrichs-Rahlwes, vice-président de la Fédération européenne des énergies renouvelables et coprésident du groupe de travail « Towards 100% renewable energy » (Vers une énergie 100 % renouvelable) de la Coalition, a déclaré : « Dans le monde entier, de plus en plus de pays, régions, villes et services publics voient les bienfaits d'une part très élevée d'énergies renouvelables, non seulement dans le domaine de l'électricité, mais encore dans tous les secteurs d'utilisation finale ».



Ben Backwell, directeur général du Conseil mondial de l'énergie éolienne et coprésident du groupe de travail « Business and Investors » de la Coalition



Safiadou Alzouma, Initiative africaine pour les énergies renouvelables

## Atténuer les risques perçus

L'intensification des investissements est essentielle pour faire progresser les énergies renouvelables, surtout dans les régions à fort potentiel, comme c'est le cas de l'Afrique. Les participants au Dialogue ont fait preuve d'un intérêt significatif pour les investissements en Afrique, mais les risques - réels et perçus - limitent le nombre de petits et grands projets d'énergies renouvelables bancables.

Même si le contexte de chaque pays diffère en matière d'investissement, des solutions transversales ont été répertoriées qui permettent de gérer et d'atténuer les risques, notamment via la création de cadres politiques à long terme, stables, l'amélioration de l'organisation du marché en mettant l'accent sur la réduction des risques liés aux investissements, ou encore l'adoption de stratégies de planification intégrées axées sur les énergies renouvelables.

Les participants ont également reconnu qu'une implication précoce des communautés locales, une collaboration continue entre toutes les parties prenantes et la mise en œuvre de processus de prise de décision inclusifs sont essentielles pour que les projets d'énergies renouvelables puissent conduire à un développement inclusif.

Dans ce contexte, Francesco La Camera, directeur général de l'IRENA, a souligné l'importance des plates-formes d'échange public-privé et de partage de connaissances. « Pour l'IRENA, le Dialogue public-privé est devenu une plate-forme importante permettant à un large éventail de parties prenantes de participer aux débats sur la façon de mieux travailler toutes ensemble à l'intensification du déploiement des énergies renouvelables et pour en retirer le plus possible de bénéfices sur le plan socio-économique », a-t-il déclaré.

Tout au long de la réunion, les participants ont fait part de leur préoccupation concernant les objectifs en matière d'énergies renouvelables, et notamment les Contributions déterminées au niveau national (DN) adoptées en vertu de l'Accord de Paris, qui sont insuffisantes pour répondre aux besoins marqués par les objectifs climatiques mondiaux, tout particulièrement dans les pays riches gros émetteurs de carbone.



« Il faut adopter des objectifs et des cadres nationaux nettement plus ambitieux en matière d'énergies renouvelables si l'on veut atteindre les objectifs de l'Accord de Paris » – Bruce Douglas, directeur général adjoint de Solar Power Europe

Dans son compte rendu de la réunion présenté à l'ouverture de l'Assemblée de l'IRENA, Bruce Douglas, directeur général adjoint de Solar Power Europe, a exhorté les gouvernements, au nom de Coalition for Action, à améliorer de toute urgence leurs DN pour cette année, et a rappelé aux pays qu'il « faut adopter des objectifs et des cadres nationaux nettement plus ambitieux en matière d'énergies renouvelables si l'on veut atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. »

Le Dialogue était organisé par la *Coalition for Action* de l'IRENA en marge de la dixième Assemblée de l'organisation, qui a eu lieu le 10 janvier. La réunion visait à encourager une compréhension commune des mesures nécessaires pour accroître de toute urgence la part des énergies renouvelables et accélérer les investissements.

Lisez le rapport complet de la Coalition [sur](#) le Dialogue public-privé à l'Assemblée.



La Coalition for Action de l'IRENA est un réseau multipartite visant à promouvoir le dialogue sur les tendances, les meilleures pratiques et les initiatives du secteur en vue d'accélérer la transformation énergétique mondiale.

La Coalition regroupe environ 100 acteurs majeurs dans le secteur des énergies renouvelables, dont des représentants du secteur privé, des associations professionnelles, des organisations de la société civile, des instituts de recherche et des organisations internationales. Les membres de la Coalition abordent des sujets essentiels relatifs aux énergies renouvelables dans le cadre de groupes de travail, de dialogues public-privé et d'activités stratégiques et programmatiques variées au sein de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

## RAPPORT SUR LE CINQUIÈME FORUM DES LÉGISLATEURS PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE

Le 10 janvier 2020, plus de 130 députés provenant de plus de 40 pays se sont réunis à l'occasion de l'édition 2020 du Forum des législateurs de l'IRENA, dans le but de souligner le rôle essentiel des énergies renouvelables dans l'accélération de la transformation énergétique. La réunion a tout particulièrement insisté sur la nécessité d'impliquer les communautés locales dans la promotion d'une transition juste et équitable.

En ce sens, les débats se sont orientés vers le rôle significatif que peuvent jouer les parlementaires dans l'adoption et la mise en œuvre efficace, à l'échelon national, de politiques aptes à contribuer aux efforts d'atténuation et d'adaptation, et à appuyer les initiatives destinées à renforcer le pouvoir d'action des femmes à travers le déploiement des énergies renouvelables.

Les participants au Forum 2020 des législateurs de l'IRENA ont souligné le rôle essentiel des parlements dans la promotion du déploiement de projets d'énergies renouvelables, notamment dans les communautés rurales et locales, ainsi que dans la responsabilisation d'une mise en œuvre efficace des engagements nationaux. Le soutien aux énergies renouvelables s'aligne sur les Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations Unies et les engagements nationaux pris en matière de lutte contre les changements climatiques dans le cadre de l'Accord de Paris.

À cette fin, les législateurs ont abordé les principaux moyens de mettre l'accent sur l'urgence de l'action et d'accroître les ambitions à l'échelon national, d'encourager le dialogue social et de sensibiliser le public aux énergies renouvelables, ainsi que d'impliquer les communautés locales dans la transformation énergétique.

Les participants au Forum 2020 des législateurs de l'IRENA ont souligné la nécessité d'encourager les citoyens et les communautés à contribuer activement à l'accélération de la transformation énergétique. Les parlementaires occupent une position privilégiée pour renforcer l'appui du public et la sensibilisation quant aux bénéfices des énergies renouvelables sur le plan socio-économique, notamment en matière d'emploi, de bien-être et de création de valeur locale.

**Les législateurs ont débattu des moyens de mieux faire comprendre qu'il est urgent d'agir, de fixer des ambitions plus élevées à l'échelon national, d'encourager le dialogue et de faire participer les communautés locales**



Vandana Chavan, députée indienne, devant la dixième Assemblée de l'IRENA à l'occasion du Forum des législateurs 2020

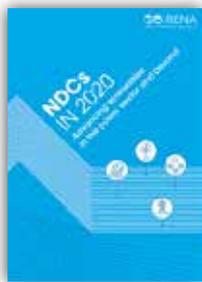
Les parlementaires ont reconnu qu'il leur incombe de contribuer aux efforts consentis et aux mesures prises à l'échelle nationale pour améliorer l'engagement et la représentation des femmes à tous niveaux, et notamment dans le secteur des énergies renouvelables. Ils ont par ailleurs étudié des moyens permettant de priorité au renforcement du pouvoir d'action des femmes dans les stratégies nationales de développement par l'adoption de politiques, d'objectifs et d'actions pour l'égalité des sexes à l'échelon local, en vue d'accélérer le développement des énergies renouvelables. Les participants ont en outre remarqué que l'égalité des sexes pouvait se voir améliorée par un renforcement ciblé des capacités, ainsi que par l'éducation et la formation des femmes.

Les participants se sont arrêtés sur l'importance qu'ils attachent au rôle pivot de l'IRENA, en tant que principale agence intergouvernementale pour la transformation de l'énergie à l'échelon mondial. En ce sens, ils l'ont encouragée à poursuivre son engagement auprès des parlementaires pour la promotion d'une transition juste et équitable à travers les énergies renouvelables. Ils ont proposé que l'Assemblée demande au Secrétariat de poursuivre les travaux avec les parlementaires et d'aider ceux-ci à accélérer la transformation énergétique sur le terrain.

Les parlementaires ont en outre encouragé l'IRENA à participer à des réunions parlementaires au niveau régional, en synergie avec les réseaux et assemblées parlementaires régionaux ainsi qu'avec d'autres organismes régionaux et internationaux compétents, afin de soutenir plus encore les parlementaires dans l'élaboration de la législation nécessaire à la transformation énergétique.

Au terme du cinquième Forum des législateurs de l'IRENA, les Parlementaires ont une fois de plus rendu hommage à ce dernier, qui constitue un moyen efficace et une plate-forme d'échange de connaissances et d'expériences nationales, resserrant également les nombreux liens existant entre la transformation énergétique et le déploiement des énergies renouvelables.

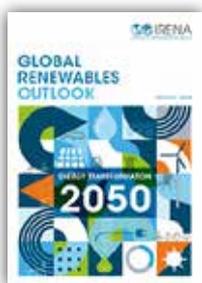
# QUELQUES PUBLICATIONS



## CDN EN 2020

Les pays doivent être de plus en plus ambitieux en ce qui concerne leurs engagements à développer les énergies renouvelables et à réduire les émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) liées à l'énergie. La première série de Contributions déterminées au niveau national (CDN) auxquelles se sont engagés les pays dans le cadre de l'Accord de Paris n'est pas suffisante pour atteindre les objectifs climatiques. La nouvelle série de CDN, qui commence en 2020, est une occasion cruciale de renforcer les objectifs en matière d'énergies renouvelables. Ce rapport, publié à l'issue de la conférence internationale sur le climat CoP25 fin 2019, souligne la possibilité qui est offerte de lutter contre la menace climatique, de décarboner la consommation d'énergie et d'atteindre simultanément plusieurs Objectifs de développement durable (ODD).

*IRENA, décembre 2019*

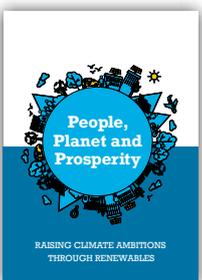


## PERSPECTIVES MONDIALES POUR LES ÉNERGIES RENEUVABLES : TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE POUR 2050

La nouvelle publication-phare de l'IRENA met en lumière des options d'investissement respectueuses du climat jusqu'en 2050 ainsi que des politiques publiques de transition et les défis spécifiques de la région. Elle étudie également des solutions susceptibles de contribuer à l'accomplissement de l'objectif « zéro émission ». Tandis que, partout dans le monde, on est à la recherche de solutions économiques durables, l'accélération de l'utilisation des énergies renouvelables pourrait stimuler le développement durable, améliorer le bien-être et créer des dizaines de millions de nouveaux emplois. La réponse à la crise du COVID-19 pourrait également jeter les fondements d'un Pacte vert mondial.

*Les conclusions principales sont également disponibles en allemand, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe.*

*IRENA, avril 2020*



## POUR L'HUMANITÉ, LA PLANÈTE ET LA PROSPÉRITÉ : LES ÉNERGIES RENEUVABLES AU SERVICE D'UNE AMBITION PLUS GRANDE EN FAVEUR DU CLIMAT

Les énergies renouvelables sont une solution essentielle, l'outil d'action le plus concret pour traiter la question des changements climatiques. L'analyse de l'IRENA montre que si nous étions en mesure d'adopter rapidement les énergies renouvelables, les émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) diminueraient d'environ 70 % par rapport aux dernières années. La transformation ne sert pas seulement à atteindre la stabilité climatique, elle s'accompagne également d'avantages à long terme sur le plan socio-économique

*Disponible en allemand, arabe, chinois, espagnol, français, japonais et russe.*

*IRENA, juillet 2019*



## REVUE POUR LES PARLEMENTAIRES : NUMÉRO 10 QUESTIONS DE GENRE ET TRANSFORMATION ÉNERGÉTIQUE MONDIALE

La transformation qui s'opère sur les systèmes énergétiques, soutenue par une large adoption des énergies renouvelables, commence elle-même à transformer radicalement les économies et les sociétés dans le monde entier, et offre des possibilités intéressantes pour améliorer l'inclusion et l'égalité. La consommation globale d'énergie évoluant de plus en plus vite, le secteur des énergies renouvelables doit attirer et fidéliser davantage les femmes, voire les promouvoir, pour répondre à des besoins de compétences sans cesse grandissants.

*English français Español*

# S'ENGAGER AUPRÈS DE L'IRENA TOUT AU LONG DE L'ANNÉE



Revue pour les parlementaires



Forum des législateurs



Réseau des parlementaires (Facebook)

## Découvrez tout le savoir-faire de l'IRENA

à travers ses publications en libre accès,  
ses infographies, ses données et des données chiffrées actualisées

[www.irena.org](http://www.irena.org)

Consultez la page du **réseau parlementaire** de l'IRENA

[www.irena.org/parliamentarynetwork](http://www.irena.org/parliamentarynetwork)

## Abonnez-vous pour recevoir la **Revue pour les parlementaires de l'IRENA**,

un périodique consacré aux énergies renouvelables et regroupant les toutes dernières innovations, expériences et bonnes pratiques en matière politique, socio-économique, financière et technique.

### © IRENA 2020

Sauf mention contraire, la présente publication et son contenu sont la propriété de l'Agence Internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et sont protégés par le droit d'auteur de l'IRENA.

Le contenu de la présente publication peut être librement utilisé, partagé, copié, reproduit, imprimé et/ou stocké à condition d'être clairement attribué à l'IRENA.

Les éléments de la présente publication attribués à des tiers peuvent être protégés par le droit d'auteur de tiers et faire l'objet de conditions d'utilisation distinctes.

### Avis de non-responsabilité

La présente publication et les éléments qu'elle contient sont fournis « en l'état ». Ni l'IRENA ni aucun de ses représentants, agents, fournisseurs de données ou d'autres contenus tiers n'offrent aucune garantie, y compris concernant l'exactitude, le caractère complet ou l'adéquation du contenu de la présente publication en vue d'une utilisation particulière ou concernant la non-violation de droits de tiers, ni n'assument aucune responsabilité liée à l'utilisation de la présente publication ou des éléments qu'elle contient. Les opinions exprimées dans la présente publication sont la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'IRENA ou de ses membres. Aucun élément contenu dans la présente publication ne saurait être interprété comme une approbation à l'égard d'un projet, produit ou prestataire particulier.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'IRENA, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites territoriales.